



APPEL A CANDIDATURE pour EVALUATEUR - TERMES DE REFERENCE

Objet : Evaluation du projet PEV

Lieu : Madagascar

Autorité contractante : ECES représenté par la Coordinatrice du Projet

Période de réalisation : Septembre-octobre 2019

I – Contexte organisationnel et présentation du projet

Le Centre Européen d'Appui au Processus Electoral (ECES) est une fondation à but non lucratif et à vocation mondiale, basée à Bruxelles. La mission d'ECES est de promouvoir un développement démocratique durable, à travers des services de conseil et de soutien opérationnel pour la mise en place de cycles électoraux, en faveur des organes de gestion électorale et des organisations régionales et internationales. ECES œuvre pour le renforcement des capacités au niveau national, régional et international en facilitant les relations entre pairs, l'échange d'expériences, la collaboration Sud-Sud et le développement du leadership. ECES a travaillé à Madagascar depuis 2013 à travers la mise en œuvre de plusieurs projets sur les élections, le leadership et la consolidation de la paix. (www.eces.eu). En 2018, ECES continue son intervention dans le cadre du projet **d'appui à la prévention et la gestion de conflits et violences potentiels liés aux élections à Madagascar (ou PEV Madagascar)**,

Le **Projet PEV Madagascar** (www.pevmadagascar.eu) est un projet financé par l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) de l'Union européenne, mis en œuvre par le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES) en partenariat avec les organisations de la société civile malgache pour une durée de 22 mois (janvier 2018 – octobre 2019).

L'action vise à contribuer à créer un climat apaisé qui inspire confiance en mettant les actions de dialogue et de collaboration multi-acteurs au cœur de toute démarche. En effet, la consolidation de la paix et de la stabilité nécessite un dialogue renforcé à tous les niveaux de la société malgache. La prévention et résolution de conflit potentiel demande également un dialogue inclusif avec l'implication de tous les acteurs. Les organisations de la société civile et les médias sont idéalement placés pour créer des liens entre les différents acteurs et des passerelles entre ces acteurs et la population en générale. Il s'agit donc principalement d'un accompagnement de ces acteurs à travers l'amélioration de leur performance à promouvoir une culture de paix et de tolérance et à travers le renforcement de leurs capacités dans la prévention de conflit, construction de la paix et la préparation aux crises potentielles.

L'objectif global de l'action est de contribuer à la prévention de conflits et violences potentiels liés aux élections en appuyant et accompagnant la société civile et autres acteurs clé dans la création d'un processus électoral apaisé.

L'objectif spécifique est le renforcement des capacités de la société civile, des médias et autres parties prenantes, y compris les forces de sécurité, à travers le dialogue, la mise en place d'une confiance mutuelle et la collaboration dans la prévention de conflits et violences liés aux élections.

Les principales réalisations :

- Des séries de renforcement de capacités pour les OSC ont été conduites dans 8 régions.
- Un mécanisme de prévention de conflit est opérationnel (depuis avril 2018) à travers la mise en place d'un outil d'alerte précoce et de réponse rapide en suivant la méthodologie de la cellule de veille (Situation room). A ce jour, plus de **15 000 signalements** ont été reçus et **559 incidents de violences** publiés sur la plateforme www.alerte.pevmadagascar.eu .

- Plus de **70 dialogues** (débat et cadre de concertation) multi-acteurs sont réalisées durant lesquels des résolutions ont été avancées.
- Plus de **150 journalistes** formés sur le journalisme sensible aux conflits ont élaboré des manifestes.
- Le monitoring des médias a produit plus de **297 revues de presse, 46 flash reports et 50 notes politiques** partagés et disponibles sur le site www.pevmadagascar.eu.
- Des activités de plaidoyers et de sensibilisation ont été conduites par les jeunes dans les six provinces.
- **12 émissions radiophoniques, 10 spots radios, 10 spots TV, un théâtre radiophonique** ont été produits en vue de sensibiliser un public plus large.
- **3 750 guides des citoyens** sur la collaboration des acteurs en vue d'un climat électoral apaisé ont été produits et distribués aux acteurs électoraux (CENI, FDS, journalistes, OSCs, Autorités locales, partis politiques, jeunes, ...).

Avant de clôturer le projet, une évaluation externe est indispensable.

II – Objectifs de l'évaluation

L'objectif de cette évaluation est de reprendre les objectifs initiaux du projet PEV Madagascar pour analyser leur pertinence, étudier le processus d'implantation et l'état d'avancement du projet, en faisant ressortir ses forces et ses faiblesses, afin de proposer d'éventuelles réorientations et de suggérer des axes de réflexion dans la perspective d'hypothétiques projets ultérieurs. L'évaluation vise également à identifier les principales leçons apprises et les recommandations pour une éventuelle suite du projet afin d'assurer la pérennité des actions entreprises.

Il s'agit également de déterminer si le projet est mis en œuvre d'une façon efficace et efficiente. Ainsi, l'évaluation sert à vérifier si les différentes composantes du projet ont été exécutées conformément aux conditions stipulées et si les résultats attendus ont été atteints.

III – Services demandés et approche méthodologique

Il est demandé au(x) consultant(es) d'exécuter l'évaluation en conformité avec les lignes directrices de la Gestion du Cycle de Projet et de la méthodologie d'évaluation de la Commission européenne. L'évaluation se basera sur une approche participative qui inclut les différents bénéficiaires et acteurs impliqués dans le projet en intégrant des descentes sur terrain (en dehors d'Analamanga). Le (s) consultant (es) sont demandés à participer à l'atelier de présentation des résultats du projet prévu pour le 25 et 26 septembre 2019. L'évaluation se fera en conformité avec les principes pour l'évaluation de l'aide au développement du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Il s'agit ainsi d'évaluer le projet selon les principes suivants :

- **Pertinence** : dans quelle mesure les objectifs du projet correspondent aux priorités et aux politiques du groupe ciblé, des partenaires et du bailleur du projet et est-ce que les activités menées et les résultats observés sont-ils compatibles avec la finalité globale et l'impact escompté ?
- **Efficacité** : dans quelle mesure les objectifs du projet ont été réalisés et quels ont été les principales raisons de la réalisation ou de la non-réalisation des objectifs ?
- **Efficiences** : dans quelle mesure les ressources (humaines, matérielles et financières) mises à disposition ont été utilisées de manière appropriée pour atteindre les objectifs préconisés ?
- **Impact** : Quelles sont les conséquences/effets (positifs et négatifs, directs ou indirects, intentionnels ou non) du projet et comment s'expliquent-ils ? L'évaluation doit prendre en considération les résultats souhaités et les résultats involontaires, de même que les impacts positifs et négatifs de facteurs externes, tels que le contexte politique et électoral, les conditions

financières, etc. Quel changement concret l'activité concernée a-t-elle apporté aux bénéficiaires

- **Viabilité** : Dans quelle mesure les bienfaits résultant du projet perdurent-ils après la finalisation du projet et l'arrêt du financement ? Quels sont les principaux facteurs qui influent sur la viabilité ou la non-viabilité du projet ?

En ligne avec ce qui précède : Le (s) consultant (es) produiront un rapport analysant les résultats obtenus dans le cadre du projet, mettant en relief les enseignements tirés au cours de son exécution et préconisant des recommandations relatives à la performance, impact et viabilité.

Le rapport inclura également une analyse du degré d'appropriation des actions par les bénéficiaires et les partenaires concernés et identifiera des recommandations pour une appropriation optimale de ce genre de projet.

Un projet de rapport d'évaluation doit être soumis et discuté en plénière avec ECES et le comité de pilotage du projet à la fin de la mission sur le terrain (date indicative le 4 octobre 2019).

Le rapport doit par ailleurs, mettre en exergue les aspects liés :

- au développement et transfert des capacités ;
- à la pérennisation des acquis des bénéficiaires ;
- à l'innovation de l'intervention et la valeur ajoutée pour le pays et le processus électoral;
- à la prise en compte de la dimension genre ;
- au développement de recommandations sur la suite du projet, compte tenu du contexte du pays.

Le rapport final doit être rédigé en français avec un résumé en anglais, à soumettre à ECES au plus tard le 11 octobre 2019.

IV – Education, expérience, références des experts

Etre détenteur d'un diplôme universitaire en sciences politique, droits, relations internationales ou autres domaines pertinents ;

- Plus de dix (10) années d'expérience dans le domaine de l'évaluation, de la gestion du cycle de projet, du suivi et monitoring et/ou de la mise en œuvre de projets ;
- La connaissance des questions de démocratisation, de coopération au développement de l'UE, de l'observation électorale, du monitoring des médias, de leadership, de prévention des conflits et de gestion de conflits. L'expérience dans ce genre de projet est un atout.
- Maîtrise de la Gestion du Cycle de Projet et de l'approche du cadre logique de l'UE
- Maîtrise du français (écrit et parlé), maîtrise de la langue malgache est un atout (sinon prévoir service de traduction).
- Sensibilité à l'objectif spécifique du programme
- Très bonne capacité rédactionnelles (rapports, manuels de formation etc...)

V – Dossier de candidature

- Offre technique comprenant la méthodologie, le chronogramme, les CV des personnes clés avec des références.
- Offre financière (avec NIF et STAT) intégrant les coûts de la mission en dehors d'Antananarivo

La (les) personne(s) intéressée(s) peuvent envoyer leur dossier à Madame Dina RANAIVO avant **le 25 août 2019 à 17h**, à dina.ranaivo@eces.eu ou au Lot IBF 16 Ter A Antsahavola (Tour Sahavola, porte 301), Antananarivo

Pour de plus amples informations, vous pouvez nous envoyer un mail à dina.ranaivo@eces.eu ou nous appeler au Tel : +261 20 2220431.

En partenariat avec



Ce projet est financé par l'Union européenne